



Conseil de sécurité

Distr. générale
20 septembre 2002
Français
Original: anglais

Lettre datée du 19 septembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli une déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie, datée du 18 septembre 2002.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Revaz Adamia



Annexe

Lettre datée du 19 septembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie

Dans le contexte de l'évolution alarmante des relations entre la Géorgie et la Russie, la Géorgie a relevé une information communiquée à la presse par le Ministère des affaires étrangères de la Russie et faisant état de la « réunion entre le Représentant spécial du Président de la Russie pour les questions intéressant la Géorgie et l'Abkhazie, le Vice-Ministre des affaires étrangères, M. V. V. Voloshin, et le Premier Ministre de l'Abkhazie, M. A. M. Jergenia ».

Nous sommes au regret de noter que dans l'information ainsi communiquée, il est encore une fois fait référence à M. Jergenia en sa qualité de « Premier Ministre ».

Il est à signaler que, le 10 septembre 2002, l'ambassade de Géorgie en Fédération de Russie a adressé au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie une note verbale dans laquelle elle déclarait qu'il était inadmissible d'accorder un statut officiel aux dirigeants séparatistes abkhazes. La note de la Géorgie est restée sans réponse.

En procédant comme il le fait, le Ministère de la Fédération russe donne à penser que la Russie cherche à légitimer le régime séparatiste abkhaze. Cette attitude ressort également des dernières mesures prises dans ce sens par la Fédération de Russie en Abkhazie (Géorgie).

En effet, les mesures prises envers les autorités de Soukhoumi s'inscrivent essentiellement dans la ligne de la politique protectionniste illustrée par l'introduction unilatérale de la part de la partie russe d'un régime permettant à la population d'Abkhazie (Géorgie) d'entrer en Russie sans visa, l'octroi généralisé de la citoyenneté russe aux Abkhazes, la nouvelle intensification des contacts entre les représentants de l'État russe et les séparatistes, et la priorité attachée à la garantie de la sécurité du régime de Soukhoumi.

Il est alarmant de constater que, dans les questions touchant la vallée du Kodory, la partie russe se fonde officiellement sur les données de source abkhaze, ignorant les informations fournies par la partie géorgienne et les observateurs des Nations Unies. De surcroît, la partie russe continue à émettre des accusations absolument sans fondement sur la présence de bandes armées dans la vallée.

Dans ces conditions, le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie estime que les accusations proférées, qui sont dépourvues de fondement, peuvent être à l'origine de multiples provocations visant à l'expansion du contrôle du régime séparatiste sur cette région de la Géorgie.

À de nombreuses reprises, la partie géorgienne a attiré l'attention sur le fait qu'un tel comportement de la part de l'État russe, caractérisé par le manque de concordance entre les déclarations et les actions de celui-ci, est à la base de la position rigide et irréconciliable des séparatistes abkhazes. De telles considérations jettent le doute sur le rôle que peut jouer la Fédération de Russie en tant que

facilitateur du conflit et de membre du Groupe des Amis du Secrétaire général, qui sape les perspectives de règlement général du conflit en Abkhazie (Géorgie).

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie fait appel à la Fédération russe pour qu'elle adopte un comportement plus responsable dans ses déclarations et qu'elle s'en tienne irrévocablement aux engagements qu'elle a elle-même pris dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de la Communauté des États indépendants (CEI).

La Géorgie en appelle à la communauté mondiale pour qu'elle s'attache davantage au règlement du conflit en Abkhazie (Géorgie) et qu'elle prenne des mesures décisives afin d'éviter l'escalade des tensions dans cette région de la Géorgie.

Le 18 septembre 2002
Tbilissi
